

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 328/02

ÉFAI – 020719 – ASA 21/045/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITION » PRÉSUMÉE

INDONÉSIE Zakaria (h), 34 ans

Londres, le 7 novembre 2002

Personne n'a revu Zakaria depuis le 28 octobre et Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de cet homme, qui dirige le comité régional du Front de lutte démocratique du peuple de l'Aceh, une organisation non violente prônant l'indépendance et basée dans la ville de Bireun (district spécial de l'Aceh). Les organisations locales de défense des droits humains redoutent que Zakaria n'ait été arrêté par un des services de renseignements de l'armée.

À la mi-octobre, un individu avait brandi contre Zakaria la menace d'une arrestation liée à son militantisme politique. Il semblerait que cette personne appartienne aux services de renseignements de l'armée qui se trouvent dans l'école religieuse d'Ulul Al Bab, dans le sous-district de Cot Gapu (district de Jeumpa). Selon certaines informations, Zakaria pourrait être détenu à cet endroit.

Zakaria a déjà été arrêté deux fois par le passé. En mars 2002, il a été interpellé à Bireun, dans les locaux du Front de lutte démocratique du peuple de l'Aceh, par des membres du *Komando Pasukan Khusus* (KOPASSUS, commandement des forces spéciales). Le 15 août, il a de nouveau été arrêté, en compagnie de 11 membres du Front de lutte démocratique du peuple de l'Aceh, après une manifestation à Banda Aceh, capitale de l'Aceh. Chaque fois, Zakaria a été libéré après un jour de détention.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

De graves violations des droits humains sont toujours commises en Aceh, où des personnes sont tuées illégalement, victimes de « disparition », torturées et détenues sans inculpation dans le cadre des opérations de l'armée et de la police contre le *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre). Les groupes locaux de défense des droits humains estiment qu'au moins 1 200 personnes ont été tuées au cours de ces opérations cette année. Il semble que nombre d'entre elles étaient des civils.

Les personnes qui sont détenues par la police ou par l'armée en Aceh risquent fort d'être victimes de torture, de mauvais traitements ou d'autres violations de leurs droits fondamentaux. Des défenseurs des droits humains ont également été pris pour cible : au moins neuf militants auraient été tués illégalement depuis 1999, tandis que d'autres ont été arbitrairement arrêtés et torturés. Comme dans la plupart des autres cas d'atteintes aux droits fondamentaux commises en Aceh, aucune enquête n'a été ouverte et les auteurs présumés de ces actes n'ont pas été traduits en justice.

Certains membres du Front de lutte démocratique du peuple de l'Aceh figurent parmi les victimes de violations des droits humains. En juillet 2001, trois d'entre eux ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient à une manifestation. Deux ont été relâchés le lendemain, mais le dirigeant du mouvement, Kautsar, a été inculpé de propagation de la haine. Il a été détenu pendant quatre mois avant d'être acquitté en novembre 2001.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax / dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude au sujet de la sécurité de Zakaria ;
- demandez aux autorités de faire savoir s'il a été arrêté et, si tel est le cas, de révéler immédiatement son lieu de détention et le motif de son interpellation ;
- exhortez les pouvoirs publics à libérer Zakaria sur-le-champ et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction prévue par la loi ;
- appelez les autorités à se porter garantes de sa sécurité, et notamment à assurer qu'il n'est pas victime de torture ni d'autres violations des droits humains ;
- enfin, demandez-leur d'autoriser Zakaria à voir ses proches, à consulter un avocat et à recevoir les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

APPELS À :

Responsable du KODAM / Iskander Muda

(commandement militaire régional dont relève l'Aceh) :

Maj. Gen. M Djali Yusuf
Pangdam / Iskander Muda
Markas Besar, Jl. Ahmad Yani
Simpang Lima, Banda Aceh
Nanggroe Aceh Darussalam
Indonésie

Télégrammes : Pangdam Iskander Muda, Banda Aceh, Aceh, Indonésie

Fax : +62 651 27063 (Si on vous répond, dites « *Saya mau kirim fax* » pour demander la ligne de fax.)

Formule d'appel : *Dear Major General*, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

Chef de la police de l'Aceh Utara :

Lt. Col. Drs. Wanto Sumardi SH
Kapolres Aceh Utara
Markas Polisi Aceh Utara
Jl. Banda Aceh-Medan No. 1
Aceh Utara
Nanggroe Aceh Darussalam
Indonésie

Télégrammes : Kapolres Aceh Utara, Aceh Utara, Nanggroe Aceh Darussalam, Indonésie

Formule d'appel : *Dear Lieutenant Colonel*, / Mon Colonel, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Colonel, (si c'est une femme qui écrit)

COPIES À :

Commandant des forces armées :

Maj. Gen. Endriartono Sutarto
Planglima TNI
Markas Besar TNI
Jl. Medan Merdeka Barat No 13
Jakarta Pusat
Indonésie

Fax : +62 21 35 6404 (La ligne de fax est parfois difficile à obtenir, mais persévérez.)

Formule d'appel : *Dear General*, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 19 DÉCEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*